La Russie, la question des nationalités, l'Ukraine et nous

dimanche 9 août 2026, par Denis COLLIN

La Russie, la question des nationalités, l'Ukraine et nous

On le sait, Poutine aime Staline et rend Lénine responsable de tous les maux de la Russie. La raison en est connue, c'est celle du fameux « droit des nationalités ». Lénine a écrit pas mal de sottises et fait pas mal de bêtises dont nous payons encore le prix. Il est juste de reconnaître qu'il a clairement posé la question des nationalités. Polémiquant contre Rosa Luxemburg, notoirement hostile au droit des nationalités, Lénine se prononce en faveur de l'autodétermination : « par autodétermination des nations, on entend leur séparation en tant qu'État d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'États nationaux indépendants. » La position de Lénine est dirigée contre le chauvinisme Grand-Russe [1], l'empire russe étant le système par lequel une seule nation, la nation Grand-Russe opprime les autres nations. Ainsi Lénine écrit-il à propos de l'Ukraine : « L'Ukraine, par exemple, est-elle appelée à constituer un État indépendant ? Cela dépend de mille facteurs imprévisibles. Et, sans nous perdre en vaines "conjectures" nous nous en tenons fermement à ce qui est incontestable : le droit de l'Ukraine à constituer un tel État. Nous respectons ce droit ; nous ne soutenons pas les privilèges du Grand-Russe par rapport aux Ukrainiens ; nous éduquons les masses dans l'esprit de la reconnaissance de ce droit, dans l'esprit de la répudiation des privilèges d'État de quelque nation que ce soit. »

Après la révolution d'Octobre, les choses se présenteront un peu différemment ! Comme les républiques de l'empire tsariste proclamaient leur indépendance (Ukraine, Géorgie, etc.), la direction bolchevique, arguant, non sans raison, que ces républiques indépendantes devenaient des bases des puissances impérialistes contre la Russie soviétique, décida d'exporter la révolution comme elle avait tenté de la faire, en vain, en Pologne. En Ukraine, dans un premier temps, les bolcheviks s'étaient alliés aux troupes de paysans anarchistes de Nestor Makhno, mais, quand les nationalistes ukrainiens et les « Blancs » furent battus, il n'était plus question de laisser les coudées franches à Makhno et à la « *Makhnovchtchina* » et, en mai 1921, les derniers partisans de Makhno quittent l'Ukraine. En Géorgie, le scénario fut un peu différent. La Géorgie avait proclamé son indépendance et était gouvernée par les mencheviks, ces socialistes que les bolcheviks avaient battus et mis hors la loi en Russie. Lénine finit par donner son accord à une intervention militaire pour soutenir une prétendue insurrection révolutionnaire des travailleurs de Géorgie. Les instigateurs de l'aventure étaient Staline et
Ordjonikidzé, tous deux d'origine géorgienne. En quelques semaines, l'Armée rouge renversa le gouvernement légitime de Tiflis et la République socialiste soviétique de Géorgie fut proclamée. Les suites de cet épisode troublèrent Lénine, qui accusa Staline d'employer des méthodes de l'argousin grand-russe. Mais il était bien tard pour se raviser.

L'URSS prenant la suite de l'empire russe se transforma comme lui en « prison des peuples », même si les partis communistes des diverses nations de l'URSS furent toujours représentés largement dans les instances dirigeantes soviétiques — les Ukrainiens, notamment, et les Géorgiens. L'éclatement de l'URSS et sa conversion ratée en CEI ont, évidemment, posé à nouveau la question des nationalités. Certaines républiques, les républiques musulmanes, la Biélorussie et l'Arménie ont gardé de bons rapports avec la Russie, alors que d'autres, États baltes, Géorgie, Ukraine, Moldavie, ont largué les amarres. Mais la Russie reste une puissance impériale débarrassée des complications

liées à la nécessité d'apparaître « socialiste ». Medvedev qui s'exprime sans fioritures excessives, le dit : « en fin de compte, ce qui compte le plus, ce sont les intérêts nationaux de la Russie. » (interview à RIA Novostni, 08-2026) Cette position est exactement la même que celle de Trump !

De ce point de vue, la guerre en Ukraine menée par la Russie depuis 2022 n'a évidemment de légitimité que du point de vue « des intérêts nationaux » de la Russie et non du point de vue « léniniste » du droit des peuples. Condamner la Russie n'est pas absoudre de ses fautes et de ses crimes la classe dirigeante ukrainienne, qui s'est transformée en marionnette des « Occidentaux » sur la ligne de la guerre jusqu'à la victoire et à l'écrasement de la Russie. Une guerre que les Occidentaux sont prêts à mener jusqu'à la dernière goutte de sang du dernier Ukrainien vivant. On a d'autant moins raison de défendre la position de l'UE que celle-ci est aussi une sorte de prison des peuples qui se moque complètement du principe des nationalités.

Ni Poutine ni l'oligarchie ukrainienne ! On dira que c'est une position à la Ponce Pilate, mais c'est surtout le refus d'entrer dans l'engrenage d'une guerre qui finirait par raser l'Europe et ses nations. Comme il y a peu de chances que les prolétaires de tous les pays s'unissent pour renverser les tyrans, il faut remettre la diplomatie au premier plan, c'est-à-dire exiger un cessez-le-feu sur les lignes de front actuelles et l'engagement de négociations de paix. Ces négociations incluraient la tenue de référendums d'autodétermination des régions du Donbass et de la Crimée, mais sous contrôle international, pour qu'il n'y ait pas de contestation, et la tenue d'élections libres en Ukraine. Pour avoir une chance d'être entendu, l'État qui défendrait cette position devrait être neutre dans le conflit.

Le droit de nations n'a de valeur que s'il est universel, si aucune nation ne prétend dominer une autre nation. Il suppose quelque chose qui pourrait, avec Kant, s'appeler la paix perpétuelle. Celle-ci requiert trois conditions : 1° la constitution républicaine des nations, c'est-à-dire la souveraineté du peuple ; 2° la non-ingérence dans les affaires intérieures d'une autre nation tant que celle-ci ne menace pas la paix ; 3° la reconnaissance du droit « cosmopolitique », c'est-à-dire le droit à l'« universelle hospitalité ». Dans l'immédiat, pour nous, cela signifie défendre et restaurer la démocratie d'abord chez nous, en France, avant d'aller donner des leçons au monde entier, tâche d'autant importante que l'autoritarisme et la surveillance des citoyens ne cessent de s'étendre, pendant que la souveraineté du populaire vote est ouvertement bafouée — depuis 2005 au moins. Ensuite, refuser de s'engager dans des conflits qui ne nous concernent pas, conflits alimentés par la volonté de puissance des uns et des autres. En premier lieu, donc sortir de l'OTAN et de l'UE. Enfin, garantir à tous les libertés de base et en premier lieu la liberté d'expression, celle-ci dût-elle nous déplaire.

Pour aider les Ukrainiens et les autres peuples, la première chose à faire est donc de balayer devant notre porte.

Le 9 août 2026 — Denis Collin

Notes

[1] La Grande Russie est l'héritière du Grand-duché de Moscou qui va former l'empire russe. La Petite Russie est l'autre nom de l'Ukraine.